

Pourquoi la Russie rêve de prendre d'assaut l'ordre européen

ENTRETIEN

FIODOR LOUKIANOV ET THOMAS GOMART

Le président du Conseil pour la politique étrangère et de défense russe et le directeur de l'Institut français des relations internationales ont accepté de décrypter ensemble la « guerre politique » qui fait rage entre la Russie et l'Occident, ainsi que la crise ukrainienne. L'intellectuel russe, considéré comme influent au Kremlin, affirme que la Russie n'envahira pas l'Ukraine car il s'agit d'un « grand bluff » de Poutine pour forcer une révision du statu quo en Europe. Mais il campe le cheminement intellectuel et stratégique d'une Russie à la fois forte et désinhibée qui a bien l'intention de « réviser l'ordre de sécurité européen » qui lui a été imposé en 1991 alors qu'elle était en position de faiblesse. Loukianov dit noir sur blanc que l'idée de Moscou est de rétablir en Europe, « sans rideau de fer ni accessoires d'une confrontation stupide », « une ligne de division » « soft » mais « claire » « entre deux sphères de sécurité » avec « une zone tampon possible que devrait constituer l'Ukraine ». Il affirme que l'option d'une finlandisation pourrait être négociée « avec toutes les garanties de sécurité » si Kiev en acceptait le principe. Notant que la Russie est incapable de faire face à son histoire soviétique et au désir de ses voisins « d'échapper au tragique » et à la sphère d'influence russe, Thomas Gomart constate, lui, le « défi stratégique et conceptuel » qui se pose à l'Occident. La Russie dispose d'un « instrument militaire agile », qui a « changé la donne », et elle est prête à utiliser la force militaire si nécessaire, note-t-il.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURE MANDEVILLE @lauremandeville

LE FIGARO. - Nous nous rencontrons en plein face-à-face stratégique russo-occidental sur l'Ukraine. Que veut Poutine ?

Fiodor LOUKIANOV. - Nous assistons au développement le plus significatif depuis la fin de la guerre froide en 1991. Pour plusieurs raisons, la direction russe a décidé à un certain moment l'an dernier, que le moment était bien choisi pour exprimer de manière claire que l'ordre de sécurité qui a émergé à la fin de la guerre froide et s'est manifesté dans les négociations « 2+4 » sur la réunification allemande puis dans l'élaboration de la charte de Paris pour l'Europe, ne convient pas à la Russie. La Russie n'est pas satisfaite de cet arrangement et se sent aujourd'hui en mesure d'exiger fermement la révision de cet ordre de sécurité, ou au moins sa rectification. Est-ce que cela se produit à cause de l'élargissement de l'Otan ou à cause de l'Ukraine ? En réalité ces deux sujets ne peuvent être dissociés, ce sont les deux facettes de la même question.

L'élargissement de l'Otan a été au cœur de l'ordre de sécurité européen établi en 1991 et on est arrivé à un point où l'adhésion de l'Ukraine est considérée comme la prochaine étape logique du processus, même si l'on ne s'agit pas d'une chose immédiate. Pour de nombreuses raisons historiques, culturelles et géopolitiques, la partie russe considère que cette intégration de l'Ukraine dans l'Otan et la sphère de sécurité dirigée par les États-Unis constitue pour la sécurité de la Russie une menace existentielle et doit être stoppée. C'est ainsi qu'on a assisté à un ultimatum très inhabituel de la diplomatie russe en décembre. De manière très inhabituelle aussi, Vladimir Poutine a affirmé que pour forcer les interlocuteurs occidentaux à nous écouter, il fallait accroître la tension. Malheureusement son affirmation est basée sur une expérience que je partage partiellement : toute idée russe mise sur la table pour changer les arrangements de sécurité européens a toujours été non seulement rejetée, mais ignorée. Poutine en a conclu que si vous nous ignorez quand nous parlons de manière civilisée, il fallait agir différemment.

Thomas Gomart, on peut comprendre la préoccupation de sécurité russe, mais peut-on accepter qu'un État souverain comme l'Ukraine ne puisse choisir son système de sécurité ? Fiodor Loukianov, la Russie ne paie-t-elle pas son échec total à proposer une relation de sécurité et d'amitié à l'Ukraine qui rende acceptable une non-entrée dans l'Otan ? Les avez-vous effrayés ?

Thomas GOMART. - L'Ukraine a inscrit dans sa Constitution le principe de sa double adhésion à l'UE et à l'Otan, ce qui ne vaut évidemment pas acceptation. La Russie joue nécessaire de provoquer une crise internationale alors que les processus d'élargissement ne sont plus à l'ordre du jour. Fondamentalement, elle entend exploiter le désarroi occidental et la faiblesse militaire européenne pour faire consacrer son retour de puissance. Militairement, la Russie a les moyens de

faire presque tout ce qu'elle veut en Ukraine. Politiquement, Moscou souligne ses liens historiques avec Kiev mais méprise les autorités ukrainiennes à leurs yeux corrompus et manipulables. De plus, les élites russes méprisent l'Union européenne et dénigrent le système démocratique américain ; elles estiment avoir reçu beaucoup trop de leçons de gouvernance depuis 1991. Deuxième point, il est clair que les Occi-

On ne reviendra pas au beau système de l'ordre libéral européen des années 1990 et 2000. On doit trouver autre chose

dentaux n'ont pas l'intention de se battre pour l'Ukraine. La décision prise par l'Administration Biden de se retirer de Kiev pour aller à Lviv, en est l'aveu six mois après Kaboul. Troisième point, nous sommes engagés depuis l'annexion de la Crimée et la déstabilisation du Donbass dans une « guerre politique » entre la Russie et l'Occident. Pour les pays occidentaux, la diplomatie doit être un substitut à la pression militaire ; pour la Russie, il faut les combiner en permanence pour créer un état d'anxiété stratégique. La Russie utilise tous les moyens, sans recourir à la force militaire directe mais en faisant comprendre qu'elle n'hésiterait pas à le faire, pour forcer l'Occident à redéfinir la « sécurité européenne » en prenant acte du nouveau rapport de forces.

Nous sommes face à un défi stratégique, qui est aussi conceptuel. Comme l'a dit récemment Fiodor Loukianov, cela nécessiterait une mobilisation diplomatique et intellectuelle. Le problème est que nous utilisons des références de la guerre froide et les interprétons différemment. Les Occidentaux se réfèrent à l'acte d'Helsinki de 1975 qui est pour eux le commencement de la fin pour l'URSS. Or les Soviétiques y voyaient la préservation du statu quo. Or, pour la Russie, l'après-1991 correspond aux élargissements de l'Otan et de l'UE.

Fiodor LOUKIANOV. - Thomas Gomart a raison de souligner l'immense fossé d'incompréhension entre l'Occident et la Russie sur l'acte final d'Helsinki et la charte de Paris. Vous voyez la charte comme la continuation de l'acte final, alors qu'en Russie, c'est un tournant. Nous estimons que le système d'équilibre des puissances qui prévalait à été rompu, avec la chute du Mur. La suite des événements n'a pas tenu compte des intérêts d'un « acteur » très important,

la Russie, car cet acteur était alors dans une situation qui permettait qu'on l'ignore. Mais quand celle-ci s'est remise à accumuler de la puissance, elle s'est mise à réagir et à exiger un changement. Pour être tout à fait franc, je pense que l'idée des leaders et penseurs stratégiques russes (c'est quelque chose qu'ils ne vous diront jamais eux-mêmes) est de revenir à une « division douce » de l'Europe. Pas comme à l'époque de la guerre froide bien sûr, pas avec un rideau de fer, Dieu nous en préserve. Tous ces accessoires d'une confrontation stupide ne reviendront pas. Mais une ligne claire entre votre sphère de sécurité et notre sphère de sécurité, avec une zone tampon possible que devrait constituer l'Ukraine, voilà ce que la Russie voudrait obtenir idéalement.

Dans ce face-à-face, chaque partie a ses avantages compétitifs. Celui de la Russie est l'avantage d'une suprématie militaire sans conteste dans la région, et le fait qu'elle est prête à utiliser la force militaire si nécessaire comme on l'a vu en Crimée et en Géorgie. L'Occident ne le ferait jamais car objectivement, il lui serait impossible de gagner dans cette partie du monde en cas de conflit. L'avantage compétitif de l'Occident, à l'œuvre dans les deux dernières semaines, c'est la suprématie dans le domaine de l'information, dans sa capacité à façonner un récit dominant. Tout le monde est convaincu que Poutine est prêt à attaquer l'Ukraine, ce qui est faux, le jeu est complètement différent ! Il s'agit d'un grand bluff pour attirer l'attention sur le grand mécontentement de la Russie face à l'ordre de sécurité européen. Thomas Gomart a raison, nous sommes dans une guerre politique, chaque partie utilise ses armes. Le problème de l'Otan, selon

La Russie entend exploiter le désarroi occidental et la faiblesse militaire européenne pour faire consacrer son retour de puissance

moi, est que quand la décision d'élargir a été prise en 1994-1995 par Clinton, personne n'a sérieusement pensé à l'époque que l'article 5 puisse être invoqué pour les pays Baltes ou la Pologne. C'était un élargissement politique... Mais maintenant, Biden est dans une position très difficile car il doit distinguer ce qui est son engagement, selon l'article 5, et ce qui ne l'est pas, l'Ukraine par exemple. Mes amis ou homologues en Ukraine, sont furieux à l'encontre des Américains, car ils pensent que ces derniers les abandonnent. Dans le moment le plus décisif, ils ont retiré leur personnel, instructeurs militaires inclus.

Concernant votre question sur l'échec de la Russie à offrir une option raisonnable à l'Ukraine, je suis absolument d'accord. Depuis 1991, toute la politique russe vis-à-vis de l'Ukraine a été erronée, car basée en effet sur le postulat que l'Ukraine était un environnement corrompu que nous utiliserions, par l'intermédiaire des milieux corrompus de Russie. Quand l'Ukraine a commencé à s'auto-identifier politiquement, la Russie n'a rien eu à lui offrir. Ce fut un grave échec. L'autre question que soulève Thomas Gomart concerne l'imagination stratégique dont nous devrions faire preuve ensemble. Une question clé concerne la définition de la souveraineté. Est-ce que le droit souverain d'un État est de pouvoir choisir l'alliance qu'il souhaite indépendamment de ce qui se passe autour de lui, ou la responsabilité de n'importe quelle élite politique est-elle de tenir compte des réalités ?

De ce que j'ai retenu de mes conversations avec des diplomates ukrainiens, le seul chemin qui leur a été proposé par leurs homologues russes a toujours été celui

de la soumission, pas celui d'un accord entre deux voisins indépendants.

Fiodor LOUKIANOV. - Vous avez probablement raison. La relation entre Russes et Ukrainiens est sans doute la plus compliquée de toutes à cause du caractère intime de nos liens. Regardez cette situation incroyable : nous sommes de facto en guerre contre l'Ukraine depuis des années. Politiquement, tout est détruit. Mais le commerce augmente ! Nous ne pourrions détruire nos liens. De terribles erreurs ont été faites des deux côtés.

Vous parlez d'une « division douce » de l'Europe. Ou passerait la ligne de division ? Vous dites que l'article 5 est faible. Sous-entendez-vous que les Baltes sont de votre côté ? Que devient l'Ukraine ? Si c'est une Finlande, elle ne devrait pas être menacée par la Russie, or il n'y a pas de sécurité pour l'Ukraine aujourd'hui !

Fiodor LOUKIANOV. - Il n'y a pas de sécurité bien sûr, car l'Ukraine n'est pas encore la Finlande. Dans le cas hypothétique dans lequel l'élite ukrainienne accepterait avec le soutien de l'Ouest, d'aller vers une finlandisation - un mot assez vilain mais qui pourrait être changé - cela pourrait mener à des discussions substantielles, qui donneraient des garanties de sécurité de toutes les parties. On n'en est pas là. Macron a été très critiqué à Kiev pour avoir parlé de finlandisation. Par ailleurs, je ne dis pas que l'article 5 est faible, je dis que quand la décision a été prise, cela n'a sans doute pas été perçu sérieusement. Aujourd'hui, bien sûr, l'Occident n'a pas d'autre option que de préserver l'article 5 pour tout membre, car l'Otan cesse d'exister, sans respect des obligations de sécurité collective. La division dont je parle, concerne essentiellement l'Ukraine, peut-être la Moldavie... Il n'y a aucune chance pour que l'Ouest avance encore vers l'est, ni dans le Caucase ni ailleurs. Bref, l'Ukraine est le noyau dur de toutes les contradictions accumulées depuis trente ans entre la Russie et l'Occident. L'Ukraine, si elle avait des leaders plus intelligents, pourrait capitaliser sur cette situation géopolitique entre la Russie et l'Europe, mais c'est le contraire qui s'est produit, la mettant en sandwich entre deux rivaux stratégiques. Un jour ou l'autre, il ne sera plus possible de rester dans le schéma de 1991. On peut juger que c'est horrible et que la Russie est très méchante. Mais c'est la réalité. On ne reviendra pas au beau système de l'ordre libéral européen des années 1990 et 2000. On doit trouver autre chose.

Thomas GOMART. - Il y a dans la « guerre politique » russo-occidentale en cours une instrumentalisation de l'histoire comme récit, qui est dangereuse car elle conditionne des réflexes. La « finlandisation » en est un exemple. Le texte du président Poutine sur les origines de l'État ukrainien un autre. Chez les élites russes, prédomine l'idée que les dirigeants occidentaux sont devenus postmodernes, déracinés et obsédés par la défense des minorités. Côté européen, on ne peut constater l'incapacité des autorités russes de dépasser intellectuellement la victoire de 1945. L'interdiction de l'organisation Memorial montre cette impossibilité de regarder l'histoire du bolchevisme en face, comme l'Allemagne l'a fait avec le nazisme. À ceci près que l'Allemagne a été défaite militairement. Concernant 1991 et l'article 5, le grand sujet à l'époque était la réunification de l'Allemagne, et l'établissement de bonnes relations avec la Pologne et les pays Baltes. Ces derniers ont précisément voulu rejoindre l'Otan et l'UE pour fuir la sphère d'influence russe. Le pacte de Varsovie n'était pas à proprement parler un espace de liberté... Fondamentalement, ces pays, à l'instar de la Biélorussie, de la Moldavie et de l'Ukraine, ont été le terrain d'affrontement des totalitarismes nazi et soviétique. Moscou veut rétablir une sphère d'influence sur des pays dont de larges pans de société civile aspirent à quitter le tragique de l'histoire ! Sur les avantages compétitifs, la Russie a en effet reconstruit un instrument militaire agile et robuste. Cela a changé la donne. Sur le fond, cette crise fait apparaître une Russie rêvant davantage au XIX^e siècle qu'aux défis du XXI^e siècle. Elle éloigne toute perspective d'adhésion, ce dont l'Ukraine va devoir, sous une forme ou une autre, prendre acte. ■

